

Écologie : équilibre des écosystèmes

La crise écologique que nous vivons au XXI^e siècle est symptomatique d'un mode de vie issu d'une logique économique qui détruit les écosystèmes. Cette destruction est liée à une ignorance du lien entre le monde réel et le désir illimité des hommes. Individus et nations étant tellement entraînés par une course sans fin et sans raison au profit, que les hommes ne parviennent plus à relier conséquences et causes. Il s'agit alors, à travers ce pilier, de rétablir le lien qui devrait réunir ensemble culture, politique, écologie et économie. Il est, en effet, plus que jamais urgent qu'on reconquière la profonde conscience de **cette interdépendance** et, à travers cela, qu'on se réapproprie la logique du temps long, des circuits courts, mais surtout que l'on conscientise **la distinction entre ce qui est nécessaire et ce qui superflu**. Cette distinction doit servir de paradigme constitutionnel pour organiser, de manière concertée et effective, les activités de production et de consommation. En soumettant l'économie à la primauté du politique, c'est-à-dire à la primauté des **consciennes citoyennes**, un cadre profondément différent à l'exploitation des ressources naturelles peut être envisagé. Cela étant, pour atteindre les objectifs que l'on veut atteindre par ce pilier et pour limiter les dégâts futurs, **il nous faudra acquérir la position de la décroissance en conscientisant le risque immanent de catastrophe systémique**. Certains nomment ce parti pris d'écologie intégrale, nous l'appelons, quant à nous : consciences-citoYennes.

À travers ce pilier, il s'agit donc de mettre en œuvre tout ce qui contribue à la préservation de notre écosystème et au respect de la vie des espèces avec lesquelles nous avons la planète en partage. **Il s'agit de redonner à l'économie sa consistance réelle, c'est-à-dire de la redécouvrir comme une discipline qui ne saurait s'opposer à l'écologie**. Une réelle économie est d'abord écologique, et ce n'est qu'en envisageant les choses ainsi que l'économie est au service du vivant et non l'inverse. Notre conception du progrès ne doit plus épouser les formes d'une course effrénée à la production et à la consommation. Au demeurant, la rentabilité doit être au service de l'élévation des consciences vis-à-vis de l'interdépendance des différents règnes (minéral, végétal, animal) et des différentes espèces. **Très synthétiquement, ce que nous défendons principalement avec ce pilier, c'est qu'il est fondamental que les consciences citoyennes soient le reflet d'une sensibilité à la préservation de tout écosystème. Clairement,**

notre projet ici s'accorde avec ce proverbe amérindien qui affirme : « quand le dernier arbre sera abattu, la dernière rivière empoisonnée, le dernier poisson capturé, alors le visage pâle s'apercevra que l'argent ne se mange pas ! ».



Au niveau de ce pilier :

Nous mettons en place un programme politique plus à même d'atteindre **une neutralité carbone d'ici 2030**. Pour ce faire, nous proposons que plusieurs commissions citoyennes soient constituées, au plus vite, pour définir la planification des mesures à mettre en place. Ces commissions seront composées pour la moitié d'experts indépendants, c'est-à-dire d'experts qui sont étrangers à tous conflits d'intérêts, et pour l'autre moitié de citoyens volontaires. Toutes ces commissions auront pour mission de réfléchir à une **décroissance planifiée** et à un **catastrophisme éclairé**. En effet, nous partons de ces constats scientifiques selon lesquels il nous faut nous préparer à d'importantes crises en lien avec la dérégulation des écosystèmes. A chaque fois, ces commissions devront proposer au Conseil fédéral – sans passer par l'étape de validation de l'organe législatif – des mesures concrètes. Ces mesures devront être progressives et commencer par des campagnes auprès des populations afin qu'elles comprennent la nécessité des changements proposés.

La première commission aura pour mission de réfléchir à **la sortie anticipée du nucléaire**. Cela signifie de réfléchir à une baisse de régime quant à l'utilisation de l'électricité. Cela implique d'évaluer ce qui est nécessaire et ce qui ne l'est pas. L'armée pourra être mobilisée pour éteindre et sécuriser les centrales.

La deuxième commission aura pour mission de réfléchir au projet d'**économie circulaire**.

La troisième commission aura pour mission de réfléchir à des projets concrets en faveur d'un réseau électrique fonctionnant à **100 % grâce aux énergies propres**. Il s'agira, pour cette commission, d'imaginer **un monde sans énergie fossile**, et ce avant que celle-ci vienne à manquer. Il ne s'agit pas, pour cette commission, de réfléchir à rendre le modèle consommatoire actuel durable. Écologiquement, il ne l'est pas. Le développement durable est, en

ce sens, complètement utopique. **Il s'agit plutôt de réfléchir à des méthodes énergétiques « low tech » ou basses technologies.** Il nous faut, en effet, faire le deuil de nos comportements consommatoires.

La quatrième commission aura pour mission de réfléchir à **un plan de rénovation thermique des bâtiments privés et publics.**

Nous ferons en sorte que **l'alimentation bio devienne la norme.** L'agriculture devra redevenir 100% biologique, ce qui implique d'éliminer les OGM, les pesticides et tous autres produits susceptibles de bouleverser l'équilibre des écosystèmes. Ce passage à une agriculture plus douce signifie – ne le cachons pas – une importante modification de nos habitudes alimentaires.

La monoculture ayant démontré son inadéquation avec la préservation des écosystèmes, nous encouragerons la permaculture par des mesures d'incitation. **La ferme doit arrêter d'être une usine !**

Nous ferons en sorte que les commerces ne vendent que des fruits et des légumes de saison provenant de producteurs locaux ou d'Europe. Ces derniers subiront, cependant, une taxe à l'importation permettant de financer des projets locaux d'agriculture biologique.

Nous revaloriserons, au niveau des salaires ou des subventions, les métiers de première nécessité, notamment l'agriculture et la gestion des déchets. Nous sommes en faveur de mise en concours et de salons afin d'inciter les producteurs à proposer des produits et des services de qualité. En ce sens, un système de labels pourrait être étudié dans le cadre d'une commission citoyenne.

Actuellement, on trouve encore beaucoup trop de produits possédant des étiquettes avec des symboles de danger. Ces produits doivent être retirés de la vente et interdits, à moins que leur usage soit absolument nécessaire et irremplaçable. Dans ce cas, il faudra en définir les modalités d'usage et les soumettre à une surveillance stricte.

Nous augmenterons les garanties légales sur tous les produits électroniques afin de renforcer la lutte **contre l'obsolescence programmée** des biens de consommation. Nous ferons en sorte que la réparation ne soit jamais plus chère que l'achat d'un nouveau produit. Par des subventions et la création d'un label qualité, nous valoriserons les produits de seconde main et améliorerons le service de réparation et de revente. Actuellement, beaucoup trop de choses terminent à la poubelle alors qu'une réparation ou un changement de pièces pourrait éviter ce gaspillage.

Nous généraliserons le système des emballages consignés dans les commerces et éliminerons les emballages plastiques.

Nous établirons **la gratuité des transports publics pour tous**. L'usage des transports publics devient la norme pour les déplacements en zone urbaine et pour les destinations bien connectées au réseau des transports publics. Nous augmenterons ce réseau.

Nous ferons en sorte de mettre en place un programme qui permette, dans les dix ans, **l'abandon du véhicule privé**. Pour ce faire, nous créerons des parcs automobiles mutualisés, où des véhicules seront prêtés à la population, pour les parcours qui le nécessitent pour des questions de distance ou pour cause d'insuffisance du réseau public. Les véhicules deux-roues ou peu polluants seront favorisés et les citoyens désireux de garder leurs véhicules privés seront davantage taxés, à moins qu'ils puissent justifier d'une activité bénéfique au bien commun qui nécessite un véhicule.

Nous instaurerons un **quota individuel pour les voyages en avion** et l'interdiction des vols courts. Par « vol court », on entend toutes les destinations qui peuvent être atteintes en 24 heures par le transport ferroviaire ou par la route. Parallèlement, nous poursuivrons le financement des moyens de transport à énergie propre.

Nous fermerons les aéroports de plaisance.

Nous nationaliserons l'industrie pharmaceutique afin qu'elle ne serve pas des principes économiques, mais que des principes sanitaires. La recherche sera davantage axée sur les causes que les effets, la prévention que la guérison. Dans ce cadre, une étude poussée sur tous les produits portant potentiellement atteinte à

l'organisme (huile de palme, sulfites, conservateurs, vaccins, etc.) ou à la nature sera lancée. Ce seront les critères sanitaires et non économiques qui dicteront s'il faut les remplacer ou non. **Une lutte contre le sucre** sera également menée, afin d'en limiter au maximum la consommation.

Nous lancerons une campagne de financement à grande échelle pour la recherche sur l'efficacité des thérapies naturelles. Les médecines alternatives plus respectueuses des écosystèmes doivent être l'objet d'une étude poussée. **Le but est de pouvoir privilégier la prévention naturelle plutôt que la guérison chimique.**

/ Nous instaurerons **une caisse maladie unique et nationalisée**. L'assurance maladie reste obligatoire pour tous.

/ Nous financerons une étude pour évaluer les répercussions des ondes radio sur l'être humain et le vivant d'une manière générale. Nous ne passerons pas à la 5G, 6G ou autres avant d'être sûrs de leurs impacts sur la santé et la nature. Cela implique qu'une commission d'experts indépendants étudie la question.

/ Nous supprimerons la taxation sur la valeur ajoutée (TVA) sur les produits de première nécessité et nous l'augmenterons, de manière compensatoire, sur tous les autres produits.

/ Nous règlementerons l'alimentation carnée afin que celle-ci corresponde à des besoins réels exprimés. Nous entendons par là que la viande ne sera pas dans les rayons des magasins comme une denrée ordinaire, mais qu'il faudra s'inscrire auprès des fournisseurs pour qu'il ne soit tué que ce qui est nécessaire à la consommation immédiate des personnes. Cette mesure est plus respectueuse de la vie des animaux. Nous abolirons l'élevage en cage ou en espace clos. Les animaux ne seront désormais élevés qu'en plein air, dans le respect de leur intégrité physique et de leurs tendances naturelles. Nous augmenterons les contrôles dans cette perspective.

Nous lancerons une campagne de sensibilisation visant à mettre fin à l'abattage et à la consommation des animaux qui n'ont pas atteint l'âge adulte (veau, agneau, poulet, cochon de lait, etc.). Dans le même ordre d'idée, nous lancerons une campagne de sensibilisation visant à abolir la confection de vêtements qui impliquent la souffrance ou la mise à mort des animaux mineurs.

Nous ferons en sorte que les animaux des zoos, aquariums et vivariums ne soient pas remplacés. Les zoos et aquariums ferment et sont remplacés par des réserves naturelles ou des parcs. Cela étant, les espèces qui, en détention, peuvent bénéficier entièrement d'un cadre identique à celui de leur habitat naturel pourront être conservées. Les centres qui gardent des animaux pour des soins ou parce qu'ils sont en voie d'extinction ne sont pas considérés comme des zoos, des aquariums ou des vivariums.

Nous rendrons transparente la gestion du stockage des déchets nucléaires. **La population doit être sensibilisée et consciente des conséquences de l'utilisation de l'énergie nucléaire.**

Un monument sera élevé pour dénoncer les ravages du consumérisme et marquer la fin de l'ère consumériste.

Nous ferons planter des potagers collectifs et des arbres fruitiers dans les espaces publics.